

UNE CRISE PÉTROLIÈRE À ONDE DE CHOC MULTIDIMENSIONNELLE

Aïssa MOUHOUBI
Université de Bejaia (Algérie)
aissa.mouhoubi@univ-bejaia.dz

Résumé

Depuis juin 2014, les marchés pétroliers affichent une chute importante des cours du pétrole. Plusieurs causes sont recensées par les experts. Toutefois, le degré d'influence de chaque cause est différent de l'autre. Ainsi, la révolution du schiste aux Etats-Unis et les tensions géopolitiques au Moyen Orient sont les principales causes à tenir en compte. Les pays dépendants de la seule ressource pétrolière commencent à ressentir le danger longévité de cette crise. Plusieurs ont déjà élaboré des politiques d'austérité budgétaire. Du côté des perspectives, celles-ci ne sont pas claires, vue l'opacité des politiques pétrolières qu'entretiennent les grandes puissances pétrolières. Toute chose étant égale par ailleurs, l'avenir promet à l'OPEP un pourvoir de décision, à condition que les politiques des pays membres soient convergentes. Ainsi, un prix élevé est possible, mais il est à attendre dans le long terme.

Mots clés : crise pétrolière, marché pétrolier, prix pétrolier, OPEP.

Codes JEL : H53, Q32, Q33, Q38, Q41, Q48.

ملخص

منذ يونيو 2014، أظهرت أسواق النفط انخفاض كبير في سعر البرميل. تم تحديد عدة أسباب من قبل الخبراء. ومع ذلك، فإن درجة تأثير كل سؤال يختلف عن الآخر. وهكذا، فإن ثورة النفط الصخري في الولايات المتحدة والتوترات الجيوسياسية في الشرق الأوسط هي الأسباب الرئيسية للأخذ في عين الاعتبار. البلدان التي تعتمد على الموارد النفطية الوحيدة هي بداية ليشعر طول العمر خطر هذه الأزمة. كثير قد وضعت بالفعل سياسات التقشف المالي. أما بالنسبة للتوقعات، لم تكن واضحة، لغموض السياسات النفطية التي تقوم بها حاليا القوى النفطية الكبرى. كل شيء يجري على قدم المساواة، المستقبل موعود لأوبك، شريطة أن سياسات الدول الأعضاء تتقارب. وهكذا، فإن أعلى سعر ممكن، لكنه هو الانتظار على المدى الطويل.

INTRODUCTION

Comme le prévoyaient déjà beaucoup d'experts, la crise pétrolière de 2014 est, enfin, venue pour frapper de plein fouet les économies des pays mono-exportateurs de pétrole. En effet, dès que la crise s'est installée plusieurs gouvernements ont déjà révisé leurs politiques fiscales et des politiques d'austérité et d'endettement commencent à s'imposer. En réalité, malgré que les prix étaient très soutenus avant la crise, des signaux donnés par le marché promettaient une chute brutale des prix du pétrole.

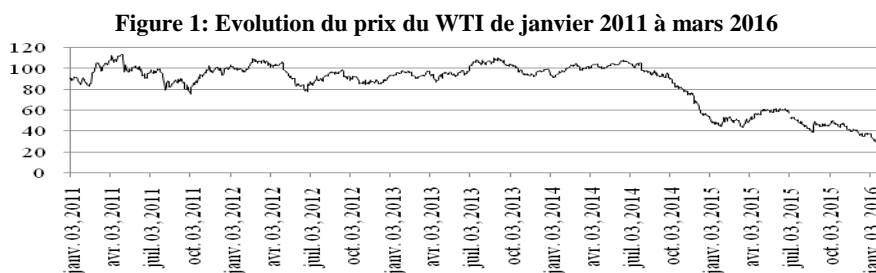
Les extractions pétrolières effrénées des pétroles conventionnels et non-conventionnels dans plusieurs pays dans le monde ont voué à la chute drastique des prix chers du pétrole. En réalité, les conséquences de cette crise ne sont pas nouvelles, du moment qu'en 1986, les pays mono-exportateurs de pétrole les ont déjà vécues. Cependant, quelques différences, liées à la conjoncture, peuvent être recensées.

Avec le prix d'un baril qui oscille entre 30 et 50 dollars depuis de second semestre de 2015 jusqu'à la fin de l'année 2016, le marché tarde à se rétablir. Le rapport de force est loin d'être entre les mains des pays de l'OPEP, malgré que l'organisation essaie, en vain, de rétablir l'équilibre.

L'objet de cet article est de déceler d'abord, les principales causes de la crise pétrolière de 2014. Celles-ci ont de différentes origines. D'ailleurs, comme tout le monde le sait, l'industrie pétrolière et le marché pétrolier sont loin d'être dirigé par des variables purement économiques. Ensuite, les conséquences de la crise sur quelques pays choisis seront exposées et analysées. Enfin, des perspectives du marché seront abordées.

1. AUX ORIGINES PROFONDES DE LA CRISE

Rétrospectivement, le baril du West Texas Intermediate (WTI) qui valait 107 dollars en juin 2014 est tombé graduellement à moins de 30 dollars au début de l'année 2016 (fig. 1). Après la crise des *Subprimes* et avant la crise pétrolière de 2014, les prix du pétrole étaient relativement stables. La cause directe de la chute des prix est liée à la surabondance du pétrole dans le marché mondial. L'offre excédentaire a plusieurs origines. Dans ce qui suit, il sera exposé trois principales causes du déséquilibre du marché.



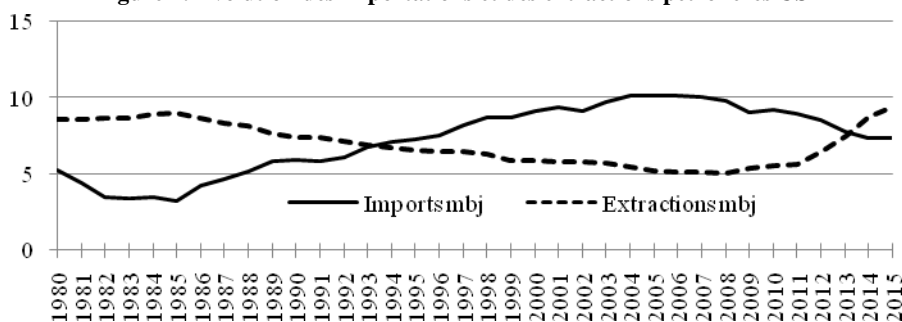
Source : Construite à partir des données de l'administration américaine de l'énergie.

1.1. La révolution du schiste aux Etats-Unis

Depuis la genèse de l'industrie pétrolière, les Etats-Unis sont considérés comme le premier pays consommateur de pétrole dans le monde. Les extractions du pays ont allégé pendant longtemps le fardeau de la dépendance vis-à-vis des pétroles étrangers. Néanmoins, comme il a été prévu par M. K. Hubbert, les extractions américaines ont atteint leur pic. En effet, après avoir atteint un maximum d'extraction de 10 millions de barils par jour (mbj) en octobre 1970, celles-ci ont commencé à chuter pour se situer à moins de quatre millions de barils par jour en septembre 2008.

La crise pétrolière de 1986 est venue en aide pour alléger la facture d'importation du pétrole pour le pays (fig. 2). Ainsi, le déficit de pétrole perpétré par la diminution des extractions est recouvert par l'augmentation des importations bon marché (Mouhoubi, 2009). Le troisième boom pétrolier du début des années 2000 était au rendez-vous du lancement d'une nouvelle industrie pétrolière, laquelle a permis aux deux courbes (extractions et importations) de se renverser.

Figure 2: Evolution des importations et des extractions pétrolières US



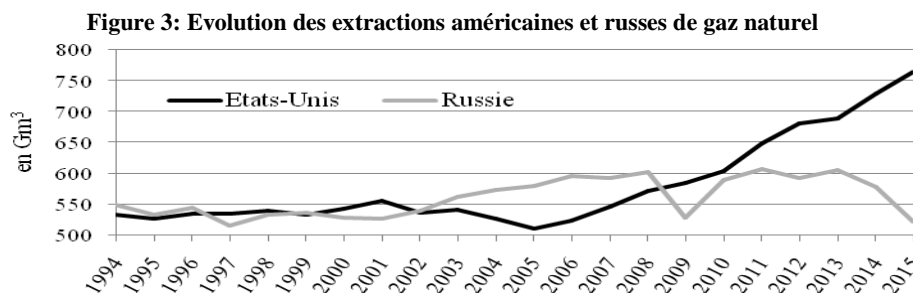
Source : Construite à partir des données de l'administration américaine de l'énergie.

Grâce à la technologie de la fracturation hydraulique et à des investissements importants¹, les Etats-Unis ont réussi à renverser la donne. Des hydrocarbures non-conventionnels contenus dans la roche mère (le schiste) pourraient être extraits. Les réserves pétrolières américaines sont alors passées de 19 milliards de barils en 2008 à 37 milliards de barils en 2014. Les premières opérations d'extraction du pétrole de schiste étaient lancées en juillet 2006 au Dakota du Nord. Ainsi, les extractions du pétrole de schiste, qui n'ont cessé d'augmenter, ont dépassé le niveau atteint en 1971. Au début de 2016, les extractions américaines de pétrole culmine à plus de 11 mbj, faisant du pays le premier extracteur de pétrole au monde.

Du côté du gaz naturel, les Etats-Unis étaient toujours en rivalité avec la Russie, au niveau du palmarès mondial des extracteurs. En effet, depuis la révolution du schiste (2006), le pays est devenu le premier extracteur de gaz naturel dans le monde, dépassant la Russie de 243 milliards de mètres cubes (Gm³) en 2015. Même-si le prix du gaz a subi le même sort que celui du pétrole

¹ En Afrique seulement 5 \$/km² sont investis pour explorer les ressources naturelles contre 65 \$/km² en Australie, au Canada et en Amérique latine.

depuis juin 2014, les compagnies américaines continuent d'opérer et d'augmenter les extractions totales du pays (fig. 3).



Source : Construite à partir des données de British Petroleum

Tout de même, il est à signaler que depuis le début de la crise près de soixante-dix petites compagnies pétrolières², à faible capacité d'autofinancement, ont déclaré faillite aux Etats-Unis. Ainsi, seules les majors ont pu résister au bouleversement des prix et aux coûts élevés d'extractions des hydrocarbures de schiste. En effet, grâce à une loi de 1916, la totalité des coûts supportés par ces compagnies dans les activités amont peuvent être amortis en une année. La condition est de forer le maximum de puits.

Comme le *Deep Water Royalty Relief Act* de 1995 le stipule, lequel offre des exonérations de redevances fédérales sur les 87,5 premiers millions de barils extraits de chaque puits foré par une entreprise, les compagnies opérant dans l'extraction des hydrocarbures de schiste peuvent être acquittées de toute forme d'impôts, si elles forent assez de puits. Ainsi, les prix actuels du pétrole et du gaz semblent ne pas déranger les grandes compagnies pétrolières américaines. De plus, ces compagnies offrent des prix bas aux petits outsiders, découragés par la crise des prix, afin de racheter leurs puits et accroître, par conséquent, leurs extractions, sans être soumis aux impôts.

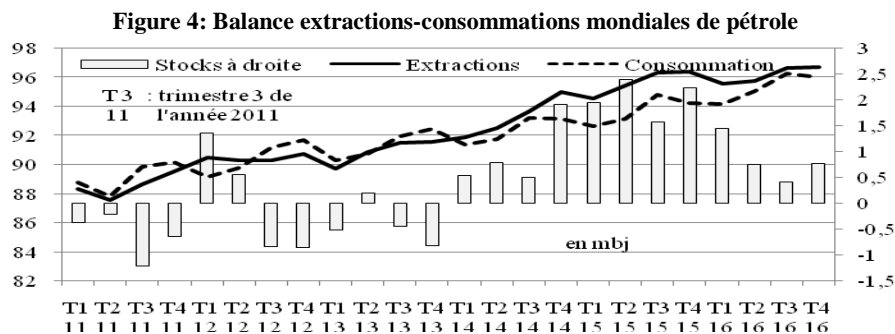
L'histoire de l'industrie pétrolière nous a appris que les majors pétrolières ont toujours été bénéficiaires durant toutes les situations que le marché pétrolier avait déjà traversées. Superficiellement, la crise qui a fait diviser le prix du pétrole par deux (ou même plus) pourrait avoir des répercussions positives sur les trésoreries de ces compagnies. La révolution du schiste a, non seulement, affaibli la dépendance des Etats-Unis aux pétroles du Golfe, mais a renforcé la puissance des majors, en éliminant les nouvelles compagnies naissantes. De cette manière, même-si un rebondissement du prix serait au rendez-vous, l'apparition de ce genre de compagnies sera timide.

1.2. Les records de stocks mondiaux de pétrole

En 2006, les Etats-Unis importaient 10,19 mbj. En 2014, le pays n'importe que 7,34 mbj. Ce qui fait une différence de 2,85 mbj. Celle-ci, qui reste sans preneur sur le marché, favorise l'augmentation de l'offre pétrolière dans le monde au détriment de la demande. La figure 4 montre que la valeur des stocks mondiaux est devenue positive à partir du premier trimestre de l'année 2014. Avant cette date, les stocks étaient négatifs. En effet, avant la crise, les vitesses

² Ce qui représente près de 40% de puits fermés de 1400 ouverts.

d'accroissement des extractions et de la consommation étaient presque égales. Après la révolution du schiste, l'accroissement des extractions est devenu plus prononcé que celui de la consommation. Ainsi, l'aisance pétrolière des pays consommateurs, annoncée par des stocks positifs, a donné le coup d'envoi à la crise pétrolière.

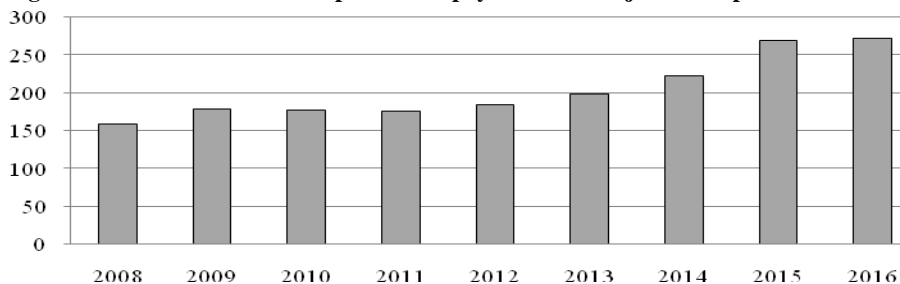


Source : Construite à partir des données de l'agence internationale de l'énergie.

Vu que le prix du pétrole était très soutenu avant l'avènement de la crise, ceci avait causé une panique dans les marchés pétroliers. Poussée par une élasticité prix de la demande positive, une course vers des approvisionnements sans précédent a été enregistrée. La peur d'un prix fort et irréversible a incité l'augmentation de la demande. Toutefois, pendant la crise, la demande avait gardé son allure ascendante afin de prévenir un éventuel rebondissement des prix. Les prix faibles du pétrole ont permis à plusieurs pays de l'OCDE d'enranger d'importantes quantités de pétrole dans leurs cuves de stockage.

En termes de jours de couverture à terme, la moyenne des stocks commerciaux de l'OCDE se tiennent à 272 jours d'importations nettes en mars 2016 (fig. 5). Ainsi, le minimum de stocks de pétrole de 90 jours, exigé par l'AIE, est largement atteint. A l'exception des pays exportateurs nets de pétrole (Norvège, Danemark et Canada), seule l'Australie n'a pas atteint le seuil minimum fixé. Le pays ne se dote que d'un stock de 58 jours d'importations nettes, à cause du fort déclin des extractions pétrolières nationales depuis 2000 et de l'augmentation des importations. Le pays ayant réalisé le plus important score est l'Estonie avec une capacité de 399 jours, suivie par les Etats-Unis avec une capacité de 344 jours.

Figure 5: Niveaux des stocks de pétrole des pays de l'AIE en jours d'importations nettes



Source : Construite à partir des données de l'agence internationale de l'énergie.

Les stocks commerciaux des pays de l'organisation, en mars 2016, sont de 3.05 milliards de barils. Cette situation des stocks de l'OCDE rend le rebondissement des prix, à court terme, très difficile. La dotation en pétrole bon marché a permis aux pays de l'AIE de dépasser la barre des stocks de 200 jours d'importations nettes, à partir de la crise pétrolière. Avec une capacité de résilience à un choc de prix, qui dépasse les neuf mois d'importations nettes, l'industrie des pays de l'OCDE est à l'écart d'une crise d'approvisionnement d'énergie.

Le ralentissement de l'économie chinoise est un autre facteur qui devrait amorcer la crise. Cependant, le taux de croissance du PIB inhabituel, lequel tourne autour de 7%³, n'a pas affecté négativement la demande de pétrole. Depuis juin 2014, la demande du pays n'a cessé d'augmenter pour passer de 10,67 mbj à 11,74 mbj durant le deuxième trimestre 2016. La Chine est un pays qui ne divulgue de détails ni sur ses stocks stratégiques ni sur les lieux de ses stocks. Néanmoins, on sait que le pays étend sa capacité de stockage à travers la construction de cavernes souterraines pour répondre à un besoin de consommation équivalent à 90 jours d'importations nettes.

1.3. Une guerre des prix entre deux frères-ennemis

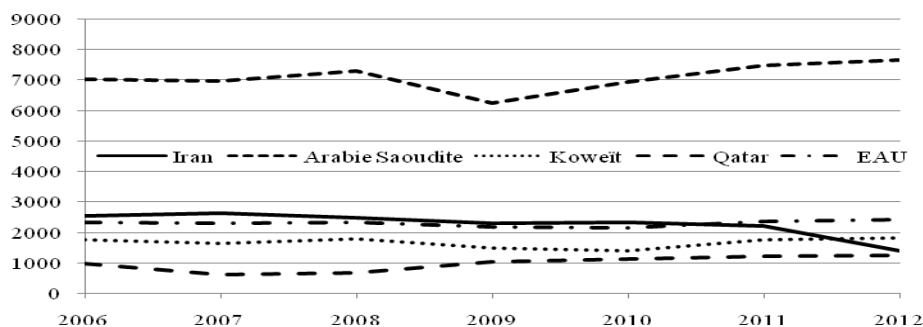
L'effondrement des prix du pétrole intervient au moment où l'équilibre dans la zone du Moyen Orient devient très fragile. En effet, le conflit entre l'Arabie Saoudite et l'Iran est loin d'être un conflit simplement religieux, mais il s'étend à des enjeux stratégiques et géostratégiques. Le royaume saoudien de doctrine salafiste est contre une hégémonie d'un Iran à tendance chiite. Le champ de guerre des deux frères ennemis s'est établi dans les territoires des pays de la région.

Si la cause directe de la crise pétrolière de 1986 était le doublement de l'offre pétrolière saoudienne afin que le pays regagne ses parts de marché perdues, durant la crise de 2014, le pays, dont presque un tiers des extractions de l'OPEP émane de ses gisements, affiche une obstination quant à la réduction de son offre sur le marché mondial. À ses côtés d'autres pays du Golfe qui s'adhèrent à ce principe. En effet, l'organisation possède une offre de 33 mbj. À la demande de l'Algérie à maintes fois, que les pays membres réduisent leurs parts communes sur le marché à 30 mbj, afin que le marché se rééquilibre, l'Arabie Saoudite et ses alliés, jusqu'à septembre 2016, refusent sous prétexte de perdre leurs parts du marché.

Ce qui a rendu les négociations difficiles lors des réunions du 16 février et du 17 avril 2016 à Doha, malgré l'absence de l'Iran aux deux réunions, est l'indisponibilité du pays à réduire son offre pétrolière. Après la levée de l'embargo occidental sur l'économie de la République islamique, les autorités veulent augmenter l'offre pétrolière jusqu'au niveau d'avant sanctions. L'argumentation du gouvernement iranien est que les grands pays de l'OPEP se sont accaparés de ses parts abandonnées. La figure 6 montre des pays comme le Qatar, les Emirats Arabes Unis, le Koweït et surtout l'Arabie Saoudite qui se sont accaparés des parts de marché abandonnées par l'Iran après les dernières sanctions de 2011.

Figure 6: Evolution des exportations pétrolières de quelques pays du Golfe en 10³ de bj

³ La croissance du PIB chinois est de 6,8% au premier trimestre 2016.



Source : Construite à partir des données de l'agence internationale de l'énergie.

Avant la levée des sanctions occidentales sur l'Iran, l'Arabie Saoudite était la puissance politique, économique et militaire du Golfe. En 2016, la donne géostratégique dans la région est devenue plus complexe avec la présence de deux puissances aux politiques extérieures divergentes. Surtout lorsqu'il s'agit de politiques religieuses tendues. D'une part, l'Iran réclame la libération des lieux saints de l'Islam (la Mecque et Médine) détenus par la famille Al-Saoud depuis 1932, lors de la création du royaume par Abdelaziz Al-Saoud. D'autre part, les saoudiens stigmatisent l'Iran d'avoir instigué les minorités chiites du Golfe à l'insurrection contre les gouvernements en place. Dans ces escalades d'accusations l'Arabie Saoudite voit son allié, en l'occurrence les Etats-Unis, se détourner vers l'Iran, lequel pays jouit déjà de l'appui de la Russie, comme principal allié politico-militaire.

Dans cette tourmente de crise des prix, les pays pétroliers étaient en face du dilemme d'augmentation des exportations afin de compenser le gap du prix, ceci d'une part, ou de réduire les exportations afin de favoriser l'augmentation des prix, d'autre part. Historiquement, le scénario de 1986, provoqué par le doublement de l'offre saoudienne sur marché mondial n'est plus à revivre. Ce qui reste maintenant est le second deal qui dicte aux pays de l'OPEP la réduction de leurs exportations.

L'accord d'Alger du 28 septembre 2016 est venu pour renverser toutes les attentes. En fait, les pays de l'OPEP se sont tous mis d'accord, non à geler leurs niveaux respectifs d'extraction, mais à réduire leur offre sur le marché mondial. Le cartel est d'accord pour réduire son offre de 750 mille barils par jour (de 33 mbj à 32.5 mbj).

Cet accord vient pour réconcilier les avis des pays membres fragilisés depuis plusieurs années. Dans l'hypothèse du maintien de ce nouveau niveau d'offre-OPEP et des augmentations respectives de l'offre et de la demande mondiales de l'ordre de 43 mille et 69 mille bj, toutes choses étant gales par ailleurs, l'équilibre du marché s'établira vers juillet 2017. D'ici-là, il serait inimaginable de revoir les prix du baril de brut qui dépasserait les 100 dollars.

Atteindre ce prix aura un effet boumerang sur la stratégie de l'OPEP. En effet, un prix assez soutenu offrira la possibilité aux outsiders aux coûts d'extractions élevés à mettre une offre excédentaire dans le marché ; ce qui engendrera une autre chute des prix. L'accord d'Alger a permis, en outre, de trouver un consensus entre les frères ennemis. La diminution de l'offre ne concerne pas l'Iran, du fait que le pays a vu sa part diminuer pendant l'embargo imposé par les pays occidentaux, ainsi que la Libye et le Nigeria à cause des situations sécuritaires intérieures qui ont voué à la diminution des exportations pétrolières.

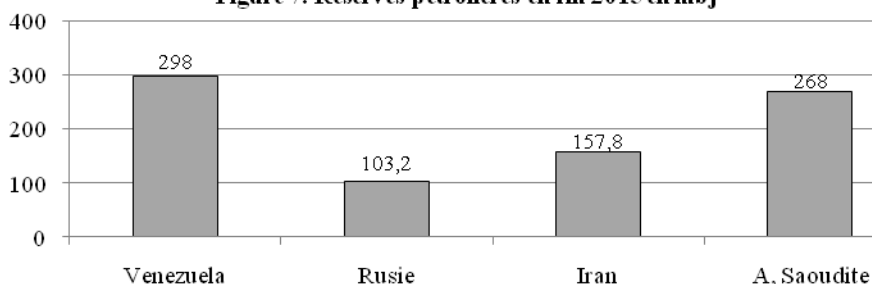
2. LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DE LA CRISE

La crise pétrolière de 2014 n'est pas sans effets sur les économies des grands pays exportateurs de pétrole. Celle-ci a beaucoup affecté les trésoreries des gouvernements et les agrégats macroéconomiques. Dans cette partie, les économies de quelques pays exportateurs de pétrole susceptibles d'influencer le marché pétrolier seront évoquées. Un survol sur le secteur pétrolier et les finances publiques des pays pétroliers sera évoqué entre la période antérieure et la période postérieure à la crise pétrolière.

2.1. Un secteur pétrolier "moribond"

L'accroissement de l'activité pétrolière est dicté par les capacités d'extraction, des engagements internationaux, des coûts d'extractions et des réserves en place. Ce dernier point joue un rôle crucial dans la détermination des quotas des pays membres de l'OPEP. Ainsi, un pays comme l'Arabie Saoudite s'accapare de la quote-part la plus importante de l'organisation. La figure 7 montre la force du royaume face au Venezuela qui dispose de pétrole lourd et difficile à extraire, à la Russie (non-OPEP) et à l'Iran qui constituent le clan des ennemis.

Figure 7: Réserves pétrolières en fin 2015 en mbj



Source: Données de BP Statistical review 2016

Ceci dit, le Venezuela jouit d'un niveau de réserves plus prononcé. Cependant, le problème des coûts d'extractions élevés vient pour interrompre l'équation. En effet, le pays possède des réserves pétrolières difficiles à extraire. Le gisement du bassin de Groningue, le principal du pays, recèle des sables bitumineux non-conventionnels, similaires à ceux du Canada dans l'Etat de l'Alberta. Ainsi, le niveau d'extraction vénézuélien de 2.66 mbj est loin de rattraper les niveaux saoudien de 12.02 mbj et russe de 10.98 mbj. Jusqu'en 2016, les coûts d'extraction pétrolière de 27.62 dollars le baril, auxquels l'Etat bolivarien est confronté, le laisse à la traîne des pays concurrents. En réalité, c'est l'Arabie Saoudite qui est le pays le plus concurrentiel en matière de coût d'extraction avec 8.98 dollars le baril. L'Iran vient en seconde place avec 9.08 dollars, tandis que la Russie supporte un coût de 19.21 dollars. Tout de même, il est judicieux de signaler que les dépenses en capital sur gisement en Iran et en Russie sont plus élevées par

rapport à ceux supportés par l'Arabie Saoudite. Ce qui fait que les coûts d'extraction russes soient encore plus élevés est le système fiscal mis en place.

Le coût d'extraction moyen du baril du Saharan Blend algérien est de 6.80 dollars. Ce faisant, les coûts diffèrent de gisement en gisement. Ainsi, des exploitations comme celle de Hassi Messaoud tend à se vieillir et incombe des coûts qui peuvent atteindre les 10 dollars le baril. De nouveaux gisements non encore amortis ont des coûts marginaux qui peuvent atteindre les 18 dollars le baril.

Malgré les avancées technologiques, la notion des coûts reste cruciale. Un gisement économiquement non exploitable est voué à la fermeture, une fois que le prix du marché est suffisamment bas pour qu'aucun profit ne puisse être dégagé. Les pays pétroliers et les compagnies pétrolières ont toujours le souci de minimiser leurs coûts afin de dépasser leurs seuils de rentabilité et de dégager des profits importants et des rentes conséquentes. Tout ceci, étant donné que le prix du brut est exogène à leurs volontés.

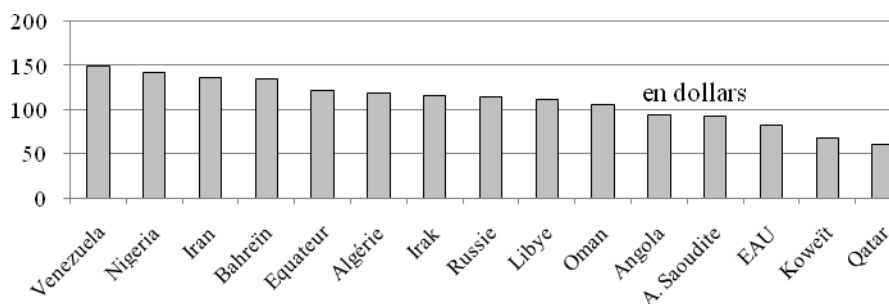
Tous ces éléments participent à dicter aux gouvernements les politiques à suivre lors des négociations des quotas lors des diverses réunions tenues en 2016. Ainsi, les marges de manœuvres dont disposent les saoudiens et les iraniens sont plus amples que celle du Venezuela. Ce dernier était dans une situation très embarrassante lorsque le baril du Brent se vendait à 26 dollars en janvier 2016 ; c'est-à-dire, à un prix nettement inférieur au coût d'extraction, du moment que le prix du brut vénézuélien était inférieur au prix du Brent de qualité supérieure.

La crise des prix a été à l'origine de sérieux problèmes dans le secteur pétrolier, vue la non-rentabilité des exploitations. A travers le monde, ce sont les gisements des hydrocarbures de schiste et les gisements de l'offshore profond et très profond qui ont subi les conséquences de la chute brutale des prix. Un désinvestissement de masse a touché les gisements difficiles, dont les coûts d'extraction d'un baril sont supérieurs ou égaux au prix de vente d'un baril; en l'occurrence, aux Etats-Unis, en Norvège, au Canada, en Russie, ... etc.

2.2. Des finances publiques asséchées

Les pays mono-exportateurs de pétrole ont pris l'habitude de doper leurs budgets publics de rentes pétrolières conséquentes, lorsque le prix du brut dépassait les 100 dollars, avant juin 2014. Dans l'hypothèse d'un prix élevé, ces pays ont adopté des modes de dépenses sans parcimonie. A l'avènement de la crise des déficits budgétaires énormes ont été réalisés. La figure 8 montre degré de dépendance de quinze pays OPEP et non-OPEP des rentes pétrolières en 2015.

Figure 8: Prix du pétrole d'équilibre des budgets publics en 2015



Source: Données de la Banque Mondiale

Avec un prix de 51.20 du Dubaï Light en 2015, le Qatar est le pays le moins dépendant de l'échantillon. L'émirat compte 2.4 millions d'habitants et totalise 77.3 milliards de dollars d'exportation. Nonobstant la crise, un excédent commercial de 13.8 milliards de dollars est réalisé. Le Qatar est classé au troisième rang mondial en matière de réserves de gaz naturel avec 24.3 milliards de mètres cubes, derrière la Russie et l'Iran.

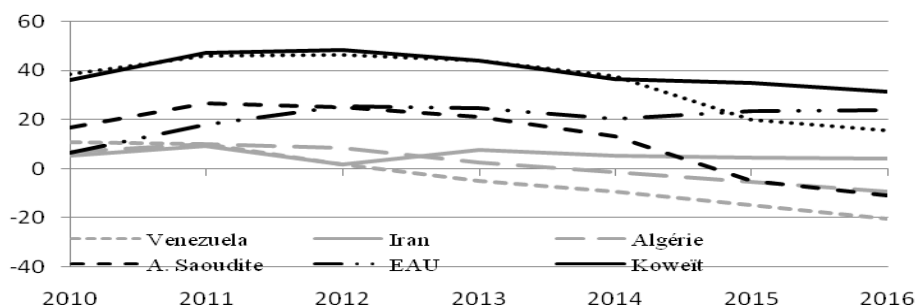
Toutefois, ces deux deniers (Russie et Iran) ne sont pas aussi chanceux que le Qatar. Les besoins de financement de leurs économies et les populations assez nombreuses des deux alliés, respectivement de 146.5 et 78.3 millions, ont fait que leurs budgets publics soient resserrés. En effet, afin que les finances publiques soient en équilibre, un retour du prix du brut à son état d'avant crise est de rigueur (fig. 8).

Le cas de l'économie algérienne est similaire aux cas russe et iranien. Le pays a lancé, dès le troisième boom pétrolier de 2004 des projets d'infrastructure d'envergure, lesquels ont coûté au trésor public plus de 800 milliards de dollars. Le taux d'investissement de l'Algérie, avant la crise, était l'un des plus élevés dans le monde, en atteignant les 25%. Cependant, l'efficacité marginale de l'investissement hors hydrocarbures reste faible.

L'Arabie Saoudite est un pays rapidement fragilisé par la crise. Celle-ci a conduit le pays à changer sa politique budgétaire en instaurant de nouveaux impôts et en alourdissant les impôts existants. Pour la première fois depuis 1989, la balance commerciale du royaume est déficitaire et le solde commercial enregistré en fin de 2015 est négatif de 41.3 milliards de dollars, ce qui représente -5.03% du PIB. Ce déficit est de 11% en 2016.

La figure 9 résume l'évolution des soldes commerciaux de sept pays membres influant de l'OPEP. Aux côtés de l'Arabie Saoudite, l'Algérie enregistre le même score en termes de déficit commercial par rapport au PIB. Toutefois, le Venezuela est le pays de l'OPEP le plus touché par la crise. En effet, le déficit commercial représente, en 2016, -20.31% du PIB. C'est-à-dire qu'un cinquième de la production de la nation devra alimenter ce déficit.

Figure 9: Evolution des soldes commerciaux de sept pays de l'OPEP en pourcentage du PIB



Source : Construite sur la base des données communiquées par les organismes statistiques officiels de chaque pays.

Les pays de l'OPEP, présents dans l'échantillon de la figure ci-dessus, ayant une résilience forte à la crise sont le Koweït et le Qatar avec une tendance baissière du ratio⁴, mais aussi les Emirats Arabes Unis, avec une tendance haussière du ratio. L'Iran est seul pays qui a pu garder une stabilité. En réalité, l'embargo occidental sur l'économie du pays a joué un rôle inespéré. En instaurant une politique d'austérité avant l'avènement de la crise, beaucoup de secteurs économiques ont pu décoller. Ainsi, l'Etat et la population iraniens ont développé une "immunité" aux phénomènes de la crise. Corrélativement, la perte de prix du baril est compensée en termes de quantité de pétrole exporté.

3. QUELLES PERSPECTIVES POUR LE PRIX DU PÉTROLE

L'avenir des prix du pétrole n'est pas facile à prédire. Croire que ce prix est simplement soumis aux règles du marché (offre et demande) est absurde. En effet, la détermination du prix du pétrole est liée à plusieurs paramètres, lesquels ne sont pas purement économiques. La complexité de la détermination des variables directrices du prix du pétrole peut nous conduire à des sujets qui, à première vue, n'ont aucune relation avec le sujet. Les questions géologiques, géographiques, géostratégiques et géopolitiques sont omniprésentes. Dans cette dernière partie de cet article, nous exposerons les des éléments influant les prix du pétrole qui semblent difficiles à appréhender.

3.1. A qui profite le joker syrien ?

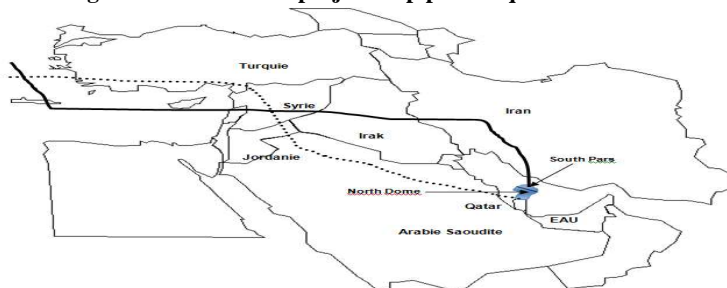
Le volet international semble prévaloir dans les causes de la guerre en Syrie. Tout en étant une guerre civile, celle-ci a des caractères ethnique (arabes contre perses), religieux (sunnites contre chiites), idéologique (Etats-Unis contre Russie), mais surtout énergétique. Rétrospectivement, le problème énergétique entre deux pays voisins a trouvé un champ de guerre en Syrie.

Plus clairement, le Qatar et l'Iran partagent le plus grand gisement de gaz naturel au monde, contenant 32.3 Téra-mètres cubes de gaz et s'étendant sur une surface de 9700 km². Situé dans le Golfe arabo-persique (à 65 mètres de profondeur seulement), dans les eaux territoriales des deux pays, le Qatar détient 75.23% du gisement, dans la région du North Dome, tandis que l'Iran en possède 24.77% dans la région du South Pars.

⁴ La dépendance plus ou moins forte des autres secteurs de l'économie au secteur pétrolier rend la résilience fragile au fur et à mesure que la crise dure.

A cause des sanctions occidentales, le Qatar pompe davantage de gaz que l'Iran (fig. 10). La république islamique a menacé à maintes fois de fermer le détroit d'Hormuz, d'où transitent les plus importantes cargaisons d'hydrocarbures dans le monde. Le Qatar veut contourner ce détroit afin d'échapper à une éventuelle emprise iranienne en cherchant de nouveaux horizons. A partir de 2009, l'émirat a intensifié ses relations avec la Syrie, avec laquelle de multiples accords bilatéraux ont été signés. Néanmoins, un accord pour qu'un gazoduc transportant le gaz du North Dome via l'Arabie Saoudite, la Jordanie, la Turquie pour alimenter l'Europe, mais en transitant par la Syrie, a été difficile à signer. Si ce projet avait été réalisé, les intérêts énergétique russes et iranien (alliés de longues dates de la Syrie), mais aussi algérien en Europe auraient été en danger.

Figure 10 : Tracés des projets de pipelines qatari et iranien



Source : Construite sur la base de ce qui a été dit ci-dessus.

La Syrie, se situant dans une intersection inévitable de pipelines, a choisi en 2011 de conclure un accord avec l'Irak afin qu'un gazoduc nommé l'Islamic Gas Pipeline traverse son territoire et se relie au gazoduc russe South Stream alimentant l'Europe. Dans cette escalade d'événements, l'Iran, l'Irak et la Russie se sont alliés au régime syrien en place, tandis que le Qatar a rejoint l'Arabie Saoudite, la Turquie et les pays de l'Europe de l'Ouest pour contrer le régime.

De toute manière, si l'un ou l'autre des deux pipelines était construit, les besoins de l'Europe en matière de gaz seraient assouvis. Cependant, en ce qui concerne le prix du pétrole, celui-ci aura des retombées fâcheuses si c'est le projet du gazoduc qatari qui aboutirait. Ceci revient à plusieurs facteurs. Du fait que le prix du gaz est indexé au prix du pétrole, son abondance en Europe favoriserait la diminution du prix du pétrole à cause de l'élasticité croisée de la demande de gaz au prix du pétrole sensée être positive. La substituabilité du pétrole par le gaz naturel pour ses facultés propre répond à la politique européenne de protection de l'environnement.

Dans l'échauffourée de turbulence que connaît la région du Moyen Orient et du Sahel, le contrôle des mouvements commerciaux de pétrole est difficile. La présence de quantités abondantes de brut sur le marché noir empêche d'abord le prix de se stabiliser, ensuite les pays membres de l'OPEP de coopérer.

3.2. La guerre du marché gazier européen

Un gazoduc russo-iranien présent en Europe renforcerait la dépendance à deux puissances difficilement contrôlables. La Russie et l'Iran qui visent à regorger le marché européen de leur gaz, ne souhaitent aucunement rivaliser avec le Qatar, lequel pourrait entraver leurs stratégies

communes. Techniquement, si les deux alliés arriveraient à s'accaparer du marché européen, le Qatar serait écarté dans la liste des fournisseurs européens en matière de gaz.

Ce qu'il faut savoir dans l'économie des contrats gazier, est que lorsqu'un pays fournisseur est connecté à un pays consommateur de gaz naturel via un "tuyau", le contrat conclu entre les deux acteurs doit être de long terme. La durée dépasse par fois les vingt ans. Les quantités à fournir sont préalablement discutées⁵. Par contre, lorsque la commercialisation se fait par méthanier ; c'est-à-dire, sous forme de gaz liquéfié, la dépendance du pays consommateur est moindre.

Ceci dit, de plus en plus que la guerre en Syrie dure dans le temps, les chances que le Qatar puisse accéder au marché européen deviennent minimales. Ainsi, du fait que les besoins européens en matière de gaz sont en croissance, que la Russie reste le principal fournisseur de l'Europe et que le régime syrien en place résiste encore plus, les chances du Qatar pour accéder au marché européen par gazoduc se minimisent.

Toutefois, depuis le début des années 2010, après avoir perdu les Etats-Unis comme grand client, qui importait le tiers de ses exportations en GNL⁶, le Qatar commercialise son excédent en Europe. La préférence des pays de l'union pour le GNL qatari⁷ réside dans les prix bas pratiqués. Ceci afin de concurrencer l'Algérie et la Russie. Dans cette nouvelle maquette des importations européennes de gaz, la Russie a perdu 10% de ses parts de marché dans la région⁸. Mais ce qui rassure l'Algérie et la Russie, pour le moment, est que le transport du gaz par méthanier souffre d'inconvénients ; en l'occurrence, le danger du transport dans la mer, les coûts marginaux qui peuvent s'avérer élevés et les quantités limitées et difficiles à programmer pour le court terme⁹.

La Russie et l'Algérie montrent une certaine confiance stratégique vis-à-vis du comportement gazier de l'Europe, car les besoins du continent en matière de gaz importé, qui représentent en 2016, 65% de la consommation totale sont appelés à atteindre 80% en 2030.

Rétrospectivement, afin de contrecarrer la dépendance aux approvisionnements russes, l'Europe a cherché de nouvelles sources d'approvisionnement. En juillet 2009, un accord multilatéral a été signé entre l'Autriche, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie et Turquie¹⁰ pour la construction d'un gazoduc (le Nabucco) qui assurerait l'acheminement du gaz de Shah Deniz en Azerbaïdjan (fig. 11). En août 2009, la Russie obtient l'accord de la Turquie pour qu'un gazoduc (le South Stream) traverse ses eaux territoriales de la mer Noire et alimenter les besoins de la Bulgarie, la Serbie, l'Italie et l'Autriche et concurrençant directement le Nabucco. La Russie a renforcé sa présence en Europe en construisant deux Gazoducs parallèles, qui traversent la mer

⁵ A titre d'exemple, l'Algérie a conclu un contrat gazier avec la Turquie, qui s'étale sur 26 ans (de 1988 à 2014) pour exporter quatre milliards de mètres cubes par an. Par peur de ne pas se connecter au gaz qatari, la Turquie a demandé à l'Algérie d'étaler le contrat à l'année 2024.

⁶ Les Etats-Unis ont abandonné l'importation du GNL qatari, grâce à l'exploitation domestique du gaz de schiste.

⁷ Le Qatar est plus grand exportateur de GNL dans le monde avec plus de 1.3 millions de tonnes en 2016. C'est l'équivalent de 1.79 milliards de m³ de gaz naturel ou de 11.54 millions de barils équivalent pétrole.

⁸ Malgré cette perte, 70% des exportations russes sont dédiée à l'Europe; ce qui représente 36% des importations de européennes en 2016.

⁹ Par exemple, l'Europe préfère l'importation du GNL qatari, malgré son éloignement, que le GNL américain à cause des prix bas pratiqués par l'émirat.

¹⁰ Respectivement, les besoins de la Turquie et de la Hongrie en gaz sont couverts par la Russie seule à hauteur de 60% et 80%.

Baltique (le North Stream) afin d'alimenter les besoins de l'Allemagne¹¹ avec 27,4 m³ de gaz. Actuellement gelés, le Nabucco et le South Stream, restent en veille en attendant des opportunités et des gaz à transporter. Le projet du gazoduc qatari, lequel était sensé se connecter au Nabucco, donnerait un coup de force à ce dernier, si le régime syrien en place chutait.

Figure 11 : Tracé des gazoducs Nabucco, South Stream et North Stream



Source : Photo sans sources.

En octobre 2016, un projet d'un gazoduc (le Turkish Stream) lancé en décembre 2014 pour remplacer le South Stream et gelé en novembre 2015 suite à un problème politique entre la Russie et la Turquie¹², est relancé. A partir de 2017, le pipeline transitera 63 milliards de m³ de gaz, dont 14 milliards pour le seul marché turc. L'intérêt pour la Russie de conclure ce genre de marché avec une puissance comme la Turquie, est de détourner les sanctions imposées par l'Union Européenne. Le tuyau passera par la mer Noire, et desservira le côté européen de la Turquie, la Grèce, la Serbie et la Slovaquie. Des discussions à propos d'une éventuelle participation de l'Autriche sont en cours.

Le gazoduc qui a pu échapper à l'emprise russe est le Trans Adriatic Pipeline (TAP) qui sera opérationnel en 2018. C'est un projet gréco-turc qui acheminera du gaz en Italie en traversant l'Albanie et la mer Adriatique. C'est un gazoduc plus rentable que le Nabucco, mais moins important. Il ne permettra pas à l'Europe de se passer du gaz russe.

L'Europe cherche à passer du pétrole au gaz pour subvenir les besoins énergétiques de ses économies, du moins dans les secteurs où le gaz constitue un substitut parfait du pétrole. Cette stratégie pourrait enclencher un déséquilibre dans les marchés des matières premières. Ainsi, le gaz pourrait se créer un marché totalement indépendant du marché du pétrole. C'est dire que le prix du gaz sera indépendant du prix du pétrole. Si ce scénario s'avèrerait vrai, le prix du gaz sera revu à la hausse, mais le prix du pétrole pourrait être affecté négativement du moment que la consommation du gaz n'en exercera plus une influence.

3.3. Patience : le pétrole est irréversible !

¹¹ L'Allemagne a consommé 104 milliards de m³ de gaz en 2015.

¹² Le 26 novembre 2015, les forces de la défense aérienne de la Turquie ont abattu un avion chasseur russe qui bombardait le nord de la Syrie, mais qui avait pénétré l'espace aérien turc.

Si l'OPEP ne représente que 40% des extractions mondiales de pétrole en 2016, la part de ses réserves remonte à 81%¹³. Abstraction faites sur la course vers l'accaparement des marchés, les habitudes rentières obligent la majorité des pays membres à vouloir extraire et exporter le maximum de quantités de pétrole. Sinon, par la simple logique économique, dans le contexte actuel de crise, il est plus profitable d'extraire une quantité de brut qui permet au prix de s'établir à un niveau optimal. Les contraintes à tenir en compte dans le calcul de cet optimum sont le prix qui empêche la réapparition des offreurs de pétrole aux coûts d'extraction élevés et le prix qui permet aux gouvernements des pays de l'OPEP de conduire des politiques budgétaires parcimonieuses.

Loin d'être seulement une source d'énergie, le pétrole est la matière première la plus répandue dans toutes les industries. En moyenne, les produits industriels fabriqués dans le monde contiennent 60% de pétrole¹⁴. Il est alors judicieux de réfléchir sur l'intérêt du pétrole en tant que matière première industrielle en tant que matière énergétique. La grande supercherie du réchauffement climatique d'origine anthropique est venue pour enfreindre le processus de valorisation du pétrole dans les économies nouvellement industrialisées. Vraisemblablement, le pétrole est une matière irréversible. Mais, les préoccupations du Groupe Intergouvernemental des Experts du Climat (GIEC)¹⁵ sont loin d'être dans l'intérêt intergénérationnel. D'après l'organisation, la consommation du pétrole devrait être réduite afin que le climat ne change pas. Les défenseurs du climat insistent, par conséquent, sur la nécessité de la consommation d'énergies propres.

Près de la moitié des pétroles extraits sont consommés sous forme de carburants dans le secteur des transports. En parallèle, la technologie est en course à concevoir des véhicules roulant grâce à de nouvelles énergies, notamment d'origine solaire. Toutes ces énergies sont appelées à produire de l'électricité. Toutefois, la principale source de production de l'électricité reste le gaz naturel. En Europe, où la production de l'électricité avec des sources renouvelables ou nucléaires a pris de l'ampleur, le gaz naturel représente plus de 50% de la consommation totale des centrales électriques. Ainsi, la peur que le pétrole perde sa notoriété dans la consommation énergétique dans le monde pourrait être amorcée par le boom de la consommation du gaz naturel. Les grands pays gazier s'en réjouiront, mais ils devront supporter des guerres politico-économiques, voire même militaires.

Le rôle du gaz naturel serait renforcé dans les années à venir par le petit âge glaciaire que la Terre devrait traverser. D'après les études menées par la Royal Astronomical Society, la Terre connaîtra un petit âge glaciaire semblable à celui de Maunder (1645-1715). Les modèles de l'agence ont abouti à des résultats qui suggèrent que l'activité du soleil baissera de 60% au cours des années 2030.

Le ralentissement prononcé de l'activité du soleil durant le cycle 26, lequel commencera aux environs de 2030, accentuera la consommation du gaz naturel et du pétrole. D'ici-là, dans

¹³ En 2016, l'organisation compte quatorze membres : Algérie, Angola, Gabon, Libye, Nigeria, Equateur, Venezuela, Arabie Saoudite, Emirat Arabes Unis, Irak, Iran, Koweït, Qatar et Indonésie.

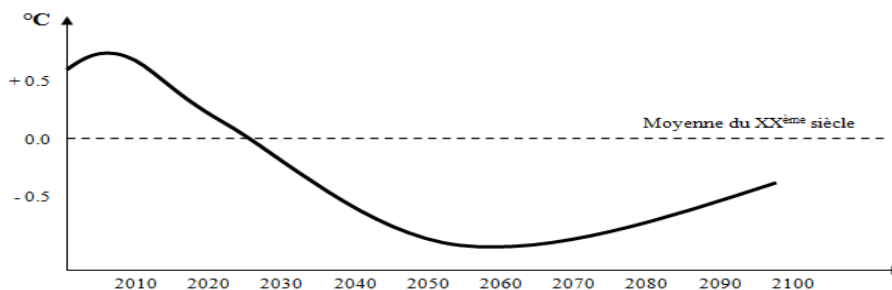
¹⁴ Le pétrole intervient dans les processus de 6000 types d'industries.

¹⁵ Le GIEC a toujours essayé de convaincre la communauté internationale de l'origine anthropique du réchauffement climatique, sans prendre en considération les multiples réfutations de plusieurs scientifiques. Des études ont alors montré que le réchauffement du climat que traverse la Terre a des origines purement naturelles, principalement le soleil.

l'hypothèse que de nouvelles sources d'hydrocarbures ne seront pas découvertes, le stock mondial sera parvenu à tarissement, sauf dans quelques pays, comme ceux de l'OPEP, qui disposent de réserves importantes.

La figure 12 montre qu'au moins pendant une période de 70 ans la température moyenne de la Terre serait inférieure à la température moyenne recensée pendant le XX^{ème} siècle. La consommation d'énergie culminerait à des niveaux supérieurs et le prix sera très cher¹⁶.

Figure 12 : Projection du petit âge glaciaire de 2030



Source : Construite à partir des données de la Royal Astronomical Society.

La thèse du réchauffement climatique d'origine anthropique est venue pour stopper, ou au moins, ralentir la croissance des pays faiblement industrialisés. Les différents sommets de la Terre qui ont été organisés étaient dans le but de convaincre ces pays que la consommation du pétrole accélèrera le réchauffement climatique et causera des dommages dans les pays pauvres d'abord plutôt qu'ailleurs. Ainsi, la consommation du pétrole est appelée à être réduite afin que les prix augmentent à une vitesse moins rapide. Ceci dit, les pays pauvres n'auront ni la possibilité de s'industrialiser, ni la possibilité de s'équiper d'instrument élémentaires à une vie digne. L'électricité est devenue une denrée de base, mais il faut savoir que plus de deux milliards de personnes dans le monde n'ont pas accès à cette ressource. La produire nécessite du gaz naturel ou autre chose. Cette autre chose, qu'est le nucléaire, le soleil, le vent, la géothermie, ... etc. coûte très cher pour que des pays pauvres, qui ne peuvent même pas subvenir à leur alimentation, aient la possibilité de s'en procurer. Dans le même ordre d'idées, des panneaux photovoltaïques ou des éoliennes ne peuvent faire fonctionner que la lumière ou du matériel électroménager de faibles puissances. Des industries (aciéries et autres usines) nécessitent beaucoup plus d'intensité énergétique.

Les pays riches en hydrocarbures ont l'intérêt d'épargner le maximum de leurs ressources pour cette période froide vers laquelle la Terre se dirige, où la demande de l'énergie sera sans précédent. L'irréversibilité de l'énergie leur impose cette politique de gestion d'une ressource aussi rare que les hydrocarbures. La théorie de Georgescu-Roegen (1971) explique l'obligation de l'humanité à mieux gérer les ressources naturelles.

CONCLUSION

¹⁶ Le prix du pétrole a atteint plusieurs fois ses plus hauts niveaux lorsque des vagues de froids sont annoncées.

Dans le futur proche (avant 2020), il est inconcevable d'imaginer un cours du baril de pétrole à 100 dollars. Une telle augmentation permettra l'intervention rapide des pétroles chers à extraire (originaires du schiste surtout). Les pays pétroliers, notamment ceux membres de l'OPEP, ne pourront espérer un baril de l'ordre 70-80 dollars, s'ils ne réduisent pas leur offre de plus ou moins trois millions de barils par jour (afin que le marché soit en équilibre). Pour que les pays de l'OPEP puissent espérer un prix assez soutenu, le cas de l'Arabie Saoudite, le plus grand offreur de pétrole de l'organisation et dans le monde, reste une issue de sortie, du moment que le royaume sombre dans la crise et que le besoin de financement de son économie devient de plus en plus important.

En tout état de cause, si l'Europe arriverait à s'approvisionner de gaz de plusieurs origines, le prix risque de ne plus être, du moins de la même manière, indexé au prix du pétrole. Ceci induirait un prix faible, à cause de la concurrence des gaz de plusieurs origines géographiques. Additivement, le fait que le gaz soit un substitut du pétrole dans certains secteurs d'activité, l'éventualité de la diminution de la demande de pétrole, et par conséquent son prix reste soutenable.

Le rôle implacable du climat aurait des conséquences contraires à celles atermoyées par le GIEC, de telle sorte que le refroidissement, presque sûr, de la planète jouera un rôle dans le façonnage de la maquette des échanges internationaux des hydrocarbures. Les prix seraient assez soutenus pour que les pays qui ont épargné le plus d'hydrocarbures, dans leurs sous-sols, seraient les principaux bénéficiaires de la situation.

Les pays de l'OPEP, qui ont du mal, ces dernières années, à coordonner leurs politiques énergétiques, pourront renforcer leur résilience en prenant des décisions plus courageuses et altruistes. Ainsi, en plus des trois variables¹⁷ qui déterminent l'équation des quotas des d'extraction des pays membres, une quatrième variables pourrait être prise en considérations. Le PIB par habitant du secteur des hydrocarbures (PIBH/h) est un paramètre susceptible de rééquilibrer les quotas, de telle sorte que des pays comme le Nigéria, le Venezuela et l'Iran puissent augmenter leurs parts et des pays comme les monarchies du Golfe réduisent les leurs.

L'hégémonie du gaz, la thèse du réchauffement climatique d'origine anthropique, le développement durable, sont des chevaux de bataille menés contre l'augmentation des prix du pétrole. Compter sur la réaction des Majors pétrolières, celles-ci assurent leurs profits aux Etats-Unis, le temps que le marché se rétablisse. Le besoin en la matière, étroitement lié à la croissance économique, que le monde industrialisé ne compte pas ralentir, constitue le principal catalyseur des prix. Ainsi, l'on puisse dire que le prix du pétrole connaîtra des hausses considérables et inéluctables. Les pays de l'OPEP auront la possibilité d'accélérer le processus en coordonnant leurs politiques dès que possible.

Références bibliographiques

Georgescu-Roegen N. (1971), *The Entropy Law and the Economic Process*, Harvard University Press.

Mouhoubi A. (2009), "Booms pétroliers et basculements du rapport de force", *Les Cahiers du CREAD*, n°87, pp. 5-27.

¹⁷ Réserves prouvées, capacité d'extraction et population.